

Ethnologie Française

Appel à contribution Gestes (dé)possédés

Coordination

Arnaud Dubois, Chargé de recherche à HT2S-Cnam (Conservatoire National des Arts et Métiers).

Céline Rosselin-Bareille, enseignante (Université d'Orléans) et chercheuse au CETCOPRA (Université de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne).

Argumentaire

Un conflit juridique entre deux fabricants de téléphonie mobile¹ autour de brevets définissant le principe du pincer pour zoomer sur écrans ; une poursuite en justice d'un jeu populaire de *Battle Royale* par un rappeur qui l'accuse d'avoir copié « son » pas de danse ; la valorisation de produits et de savoir-faire territoriaux au sein de la nouvelle « indication géographique protégée » ; le conflit, à Venise au début du XVI^e siècle, entre l'imprimeur Alde et le maître Francesco Griffò qui avait taillé l'italique, autour du monopole du caractère (May, 2002) ; la création de bracelets connectés qui, portés par les travailleurs, prescrivent/imposent le « bon » geste technique en envoyant des vibrations ; l'appropriation et la théâtralisation des savoir-faire et du corps dans l'industrie du luxe. Telles sont, parmi bien d'autres, quelques-unes des situations où des savoir-faire et des gestes techniques font l'objet de changements de statut, de conflits et de redéfinitions et posent en creux des questions d'ordre juridique relatives à la propriété des savoirs pratiques.

Depuis les années 1980-1990, les managers considèrent les savoir-faire intangibles comme un marché, dans le cadre de transferts de technologies [Arora, 1995 ; Teece, 1981, 1998]. Dans ce contexte financier, les entreprises et les industries ont donc tout intérêt à connaître, identifier, et traduire économiquement les savoir-faire de leurs ouvriers pour les intégrer aux « actifs spécifiques de l'entreprise » [Teece, 1998]. C'est donc très sérieusement et avec méthode que les entreprises se sont attelées à la protection de « leurs » savoir-faire² tandis que plusieurs institutions, dont les musées³, aiguillonnées, entre autres, par la notion de Patrimoine Culturel Immatériel, ont commencé à réfléchir à nouveaux frais à l'intégration des gestes professionnels et des savoir-faire dans leurs politiques de conservation, de valorisation et de diffusion du patrimoine technique, retrouvant ainsi le sens de l'alerte lancée il y a près

¹https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/09/23/les-brevets-victimes-collaterales-de-la-guerre-entre-apple-et-samsung_4768064_3232.html.

²L'exemple de l'Institut des Métiers d'Excellence LVMH et de la future Maison LVMH / Arts – Talents – Patrimoine qui va s'installer dans l'ancien Musée des Arts et Traditions Populaires est emblématique de cette politique.

³Le nouveau programme du British Museum, "Endangered Material Knowledge Programme" lancé en juin dernier ou encore le programme européen "Representation and Preservation of Heritage Crafts" dont le Musée des arts et métiers est partenaire, prennent pleinement acte de cette problématique.

de trois-quarts de siècle par Claude Lévi-Strauss [1950] dans sa fameuse introduction à l'œuvre de Marcel Mauss.

Bien que les motivations à l'origine de ces différentes démarches se distinguent fortement quand elles ne s'opposent pas foncièrement, il s'agit à chaque fois de valoriser, de capitaliser et de protéger, en transférant savoir-faire et gestes techniques, alors identifiés comme dignes, représentatifs ou significatifs de la vie quotidienne, artistique ou professionnelle, dans les mondes du droit, de l'économie et du patrimoine. Ce faisant, leurs matérialités (celle des corps et des objets à l'œuvre), leurs dynamiques, les sujets et les institutions concernés par ces transferts et les enjeux économiques, politiques, éthiques et sociaux qui y sont révélés s'en trouvent transformés.

Objectifs du numéro

Si le questionnement autour de la propriété des savoir-faire et des gestes techniques n'est pas récent, il n'est question ici ni de dénoncer la disparition des savoir-faire ou la technicité des gestes des ouvriers par l'organisation taylorienne, comme a pu s'y attacher une certaine sociologie du travail, ni de défendre une ethnologie d'urgence à la conception fixiste des cultures et en quête de sauvegarde qu'analyse David Berliner [2018]. Sans posture définie *a priori*, ce numéro d'*Ethnologie Française* fait le pari que le prisme de la propriété peut contribuer à repenser les définitions des savoir-faire et des gestes techniques que nous avons la plus grande difficulté à qualifier. Pour ne prendre qu'un seul exemple, un geste technique s'inscrit au sein d'une organisation du travail et s'insère à l'intérieur de relations complexes et hétérogènes entre acteurs, outils, matières, lieux de production et système de représentations. Ainsi, comme l'exprimait déjà Michael Baxandall [1985 : 39], « lorsque l'on tente de reconstituer l'enchaînement d'idées et de gestes qui ont abouti [à un artefact], on n'obtient jamais la précision d'un fait. On se retrouve devant le produit d'une activité qu'on serait bien en peine de relater ». Aussi que reste-t-il des gestes et des savoir-faire lorsqu'ils sont transformés, au moins statutairement, par leur mise en propriété « intellectuelle » ou en patrimoine « immatériel » ?

Penser les savoir-faire indépendamment des gestes et des sujets qui les exécutent, indépendamment des objets qui les étayent en les associant à la seule dimension immatérielle ne risque-t-il pas de minimiser les enjeux complexes de cette notion dans des stratégies d'invisibilisation, de dépossession, d'imposition, voire de programmation, de normalisation et de contrôle des savoir-faire, des gestes techniques et au-delà des corps ? Aussi, dans quelles mesures ces processus ne conduisent-ils pas à :

- Réifier, « vitrifier » [Hainard, 1984 : 189] les savoir-faire et les gestes techniques alors définis une fois pour toutes ? Que deviennent alors les rôles « adaptatif » et « innovatif » des savoir-faire selon la formule de Denis Chevallier [1991] ?
- Renforcer des dualismes savoir/faire ; intellectuel/manuel, corps/esprit, décision/exécution ? La traduction anglaise de savoir-faire (*know-how*) laisse échapper au débat un questionnement sur les liens entre savoir et faire. Les savoir-faire ne sont pas des savoirs sur le faire ; les « savoir-faire » sont autre chose que des savoirs et autre chose que des faire, autre chose que des savoirs et des faire s'additionnant [Julien et Rosselin, 2009]. Ainsi, de nombreux travailleurs décrivent leur activité à la demande du chercheur en recourant à la fiche de poste, au travail prescrit, et ne savent pas vraiment ce qu'ils savent-faire spécifiquement.

- Légitimer l'appropriation par les grands groupes du luxe [Munz, 2016] ou des industries culturelles des gestes quotidiens ou professionnels ?
- Faire disparaître le pouvoir de négociation des savoir-faire, lieu de compromis, entre travailleurs, employeurs et État [Paradeise, 1987 : 45] ?

Comment dès lors la problématique de la propriété des savoir-faire et des gestes pose-t-elle la question de la capacité à créer de nouvelles façons de faire, en marge des institutions, et à faire émerger ce faisant de nouveaux espaces et de nouveaux acteurs ?

Axes thématiques

Il nous semble que ces questions pourront gagner en profondeur en étant portées par une réflexion pluridisciplinaire. Le numéro s'enrichira des contributions qui exploreront, à partir d'exemples précis, une ou plusieurs des trois pistes suivantes :

1. Des descriptions et analyses des processus d'appropriation, de conservation/protection des savoir-faire et des gestes techniques. Les mises en propriété intellectuelle, sous forme de brevet, ou en patrimoine culturel immatériel sont des figures institutionnellement abouties. Les contributions pourront toutefois s'en écarter pour questionner la façon dont les objets étudiés permettent de penser les transferts de savoir-faire ou de gestes techniques dans des situations aux enjeux de propriétés voisins, avec un intérêt particulier pour les acteurs en jeu dans ces processus.

Qu'est-ce que la loi sur la propriété intellectuelle entend par « savoir-faire » ? Qu'est-ce que l'institution muséale conserve ? Quels gestes techniques sont susceptibles de devenir des savoir-faire à protéger ou à conserver ? Dans le cas des musées qui souhaitent convoquer autour des objets exposés les gestes techniques : comment environner l'instrument, la machine ou l'objet des gestes qui lui sont indissociables ? Comment les faire voir ? Et où arrêter les contours des gestes pertinents pour un instrument : à ceux qui le font fonctionner ? à ceux qui l'entretiennent ? à ceux qui le corrigent, le réparent, l'ajustent ? à ceux qui le fabriquent ? à ceux, parasites, qui sont le fait du travail, mais moins ceux de l'outil lui-même (les gestes du repos, de l'agacement, de l'ardeur, de la force, de la démonstration, etc.) ?

Quels sont les acteurs et institutions qui participent à ce processus de patrimonialisation et d'appropriation ? Qui détermine les critères de la possession ? Qui définit le savoir-faire ou le geste technique dignes d'être brevetés ou conservés et ceux qui ne le sont pas ? Et selon quels critères ? Comment la mise au jour des processus et des acteurs de la légitimation montre-t-elle les relations de pouvoir situées en arrière-plan des enjeux légaux et économiques [Carenzo, 2018] ?

A qui appartient un savoir-faire ? Et au-delà, qui est reconnu comme « sachant-faire » ? N'y a-t-il que les artisans ou les entreprises qui « savent-faire » (ou « y faire » pour reprendre la formule rencontrée chez des sauniers par Geneviève Delbos et Paul Jorion, 1984/1990) ? Les ouvriers de l'industrie, les employés de bureau, les enseignants, les chercheurs n'ont-ils pas, eux aussi, des savoir-faire ?

Dans les gestes efficaces associés aux cobots, aux exosquelettes ou aux prothèses qui ou quoi « sait-faire » ? Dans les objets dits « autonomes » ou les actes de chirurgie robotisés, qui détient la propriété du savoir-faire, qui détient la responsabilité en cas d'incident/accident ?

Enfin, se posent également des questions concernant l'étendue de la propriété des savoir-faire. Quelle en est l'échelle ? Quelle est la bonne unité de mesure d'un savoir-faire ?

Celle des micro-gestes techniques ou du quotidien ? Quid de la sensorialité mise en exergue par de nombreux travaux d'anthropologie sociale, d'histoire et de sociologie ou, au contraire, s'étend-elle aux collectifs ? Aux lieux ? Aux environnements « naturels » ?

2. En contrepoint, à la marge ou en creux des processus officialisés ou légaux, il nous intéresse d'investiguer des pratiques qui interrogent les définitions attribuées aux savoir-faire et aux gestes techniques et leur légitimité à un moment donné et dans un contexte donné : **contrefaçon, copie, prototype, brevet collectif ou le « tu » de la fabrication** (en écho silencieux au secret de fabrication décrit pour les besoins juridiques) peuvent ainsi offrir des révélateurs, au sens photographique du terme, des enjeux économiques, juridiques, patrimoniaux, politiques et sociaux de la propriété des savoir-faire.

Dans un environnement où la rhétorique de la dématérialisation et de la virtualisation prédomine, accompagnée par celle valorisant une industrie 4.0 en réseau, délocalisée et délocalisable au sein d'une économie mondialisée, qu'advient-il de la souveraineté : comment sont reconfigurées les frontières géopolitiques des savoir-faire ? Quelle est la place des inévitables imitations et contrefaçons [Bessy, Demil, Pasche, 2015] ? de la copie ? du recyclage ? des prototypes ? Situés dans une zone juridique grise ou noire, il est possible de les considérer comme des lieux de résistance, d'émergence de nouvelles pratiques comme le montre la tentative de déposer des brevets collectifs ou de reconstruire des savoir-faire. C'est notamment le cas du prototype qui revêt deux significations : « prototype-brouillon » avant d'atteindre la perfection et « prototype-modèle » comme patron à reproduire, contiennent tous deux en germe l'idée que les savoir-faire sont dynamiques, « leur impossible immobilité et leur nécessaire ancrage dans une tradition » [Adell, à paraître].

De même, le « tu » de fabrication (du tacite et de l'implicite) engage à réfléchir sur ce qui échappe et ne peut, ou ne veut, être protégé ou faire l'objet de dépossession.

3. De façon plus générale, il sera attendu des contributions qu'elles analysent les conséquences de l'appropriation des savoir-faire et gestes techniques à la fois sur les activités qui en sont exclues et sur les nouvelles activités transférées. Comment la mise en exergue de certains savoir-faire au détriment d'autres (par leur définition légale, leur centralité dans les usages, leur inscription patrimoniale), contribue-t-elle à la normalisation de gestes, voire à un renforcement de leur prescription et à transformer les savoir-faire des uns en « devoir-faire » pour les autres ? Et, par miroir inversé, à la stigmatisation de « savoir-pas-faire » ?

Quelles conséquences sur les savoir-faire ou gestes techniques ainsi « protégés » ? Comment la mise en propriété des savoir-faire joue-t-elle sur le « geste » transmis ? Est-il codifié ? Transposable à d'autres contextes ? Les savoir-faire informels, les connaissances implicites ou les « savoir-taire » [Zempléni, 1996] peuvent-ils se maintenir avec les procédés de fixation des savoir-faire ou gestes techniques (vidéo et numérisation notamment) ? Comment se transmet ce « *quelque chose* » qui ne saurait être circonscrit à l'addition de quelques gestes et postures ? Quelles incidences sur la **transmission** entre pairs ou *via* l'école une fois que les savoir-faire ou gestes techniques sont stabilisés ? Dans le cadre de la **formation** publique ou privée, dispensée par des professionnels, à qui appartient ce qui est transmis ? à l'institution ? aux professeurs ? à l'élève ?

Les propositions d'article reposeront de façon privilégiée sur des matériaux empiriques empruntés aussi bien aux champs des techniques, des technologies, qu'à celui de

la vie quotidienne, du travail, de la formation, de l'éducation, des musées, de la santé ou de l'industrie, « ici ou ailleurs », et en s'intéressant aux dimensions processuelles et historiques du sujet traité. A partir de cas d'études précis, les propositions pourront démontrer les différents enjeux qu'elles cristallisent. Les premiers enjeux identifiés par les co-éditeur.e.s sont d'ordres éthique, juridique, patrimonial, social, politico-économique et posent les questions de la privatisation des gestes, de la marchandisation des savoir-faire, de l'appropriation des corps et de leur réification, et des conséquences en termes, par exemple, d'inégalités d'accès, de normalisation et de contrôle des pratiques, des gestes et des corps.

Calendrier

Les propositions de contributions (titre et résumé de 4000 à 6000 signes, références bibliographiques incluses, en français ou en anglais) sont attendues pour le **30 avril 2020**. Elles mentionneront les principaux axes de démonstration ainsi que le matériau (enquêtes et/ou archives) mobilisé et seront assorties d'une notice bio-bibliographique de l'auteur.

Elles doivent être envoyées aux coordinateurs du dossier, Arnaud Dubois et Céline Rosselin-Bareille à leurs adresses suivantes : arnaud64.dubois@gmail.com et celine.rosselin@univ-orleans.fr. La sélection des propositions sera transmise aux auteur.e.s courant **juin 2020**.

Les textes définitifs (de 35.000 à 50.000 signes max., espaces et bibliographie compris) devront être envoyés avant le **15 décembre 2020**. La publication de ce numéro d'*Ethnologie Française* est prévue pour **janvier 2022**.

Leur mise en forme s'appuiera sur la note aux auteurs de la revue : <http://ethnologie-francaise.fr/proposer-un-variant/>

Références bibliographiques

- Adell Nicolas, à paraître, « Gestes techniques et savoir-faire » in *Prototypes*, Paris, CNAM.
- Arora Ashish, 1995, « Licensing Tacit Knowledge : Intellectual Property Rights And The Market For Know-How », *Journal Economics of Innovation and New Technology*, 4(1).
- Baxandall Michael, 1985, *Patterns of Intention : On the historical explanation of pictures*, New Haven, Yale University Press.
- Berliner David, 2018, *Perdre sa culture*, Bruxelles, Zones Sensibles.
- Bessy Christian, Demil Benoît et Pasche Jean-Daniel, 2015, « Imitation et mondialisation à l'épreuve de Sisyphe », propos recueillis par Nadège Sougy, *Entreprises et histoire*, 78(1) : 115-129.
- Carenzo Sebastian, 2018, « Invisibilized creativity : Sociogenesis of an “innovation” process developed by cartoneros for post-consumption waste recycling », *International Journal of Engineering, Social Justice, and Peace*, 5(1-2) : 30-49.
<https://doi.org/10.24908/ijesjp.v5i1-2.8016>.
- Chevallier Denis, 1991, « Des savoirs efficaces », *Terrain*, 16 : 5-11.
- Delbos Geneviève et Jorion Paul, 1990 [1984], *La transmission des savoirs*, Paris, MSH.
- Hainard Jacques, 1984, « La revanche du conservateur » in Jacques Hainard et Roland Kaehr (dir.), *Objets prétextes, objets manipulés*, Neuchâtel, Musée d'ethnographie : 183-191.
- Julien Marie-Pierre et Rosselin Céline, 2009, *Le sujet contre les objets... tout contre*, Paris, Editions du CTHS.

- Lévi-Strauss Claude, 1950, « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss » in Marcel Marcel, *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France, « Quadrige » : IX-LII.
- May Christopher, 2002, « Venise : aux origines de la propriété intellectuelle », *L'Économie politique*, 14(2) : 6-21.
- Munz Hervé, 2016, *La transmission en jeu. Apprendre, pratiquer, patrimonialiser l'horlogerie en Suisse*, Neuchâtel, Éditions Alphil/Presses universitaires suisses.
- Paradeise Catherine, 1987, « Des savoirs aux compétences : qualification et régulation des marchés du travail », *Sociologie du travail*, 1 : 35-46.
- Teece David. J., 1981, « The Market for Know-How and the Efficient International Transfer of Technology », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 458(1) : 81-96.
- 1998, « Capturing Value from Knowledge Assets : The New Economy, Markets for Know-How, and Intangible Assets », *California Management Review*, 40(3) : 55-79.
- Zempleni Andras, 1996, « Savoir taire : du secret et de l'intrusion ethnologique dans la vie des autres », *Gradhiva*, 20 : 23-43.

Ethnologie Française

Call for Papers (Dis)possessed Gestures

Coordinators

Arnaud Dubois, Research Fellow at HT2S (*Conservatoire National des Arts et Métiers*).
Céline Rosselin-Bareille, Associate Professor at the *Université d'Orléans* and Researcher at CETCOPRA (*Université de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne*).

Introduction

A legal conflict between two cellular telephone manufacturers⁴ concerning patents to protect the principle of zooming on a screen by pinching fingers; a lawsuit by a rapper against a popular videogame, *Battle Royale*, accusing them of copying “his” dance step; the promotion of regional products and skills in an “*Indication Géographique Protégée*” [PGI or Protected Geographical Indication]; an early sixteenth-century conflict in Venice between a printer named Aldus Manutius and Master Francesco Griffo, the punchcutter who carved the original Italic font, regarding monopoly over the font [May, 2002]; the development of connected bracelets for workers intended to vibrate in order to prescribe or impose “proper” technical gestures; the appropriation and theatricalization of *savoir-faire* [know-hows] and bodies by the luxury industry. These are just a few examples of situations in which *savoir-faire* and technical gestures have undergone changes in status, conflicts, and redefinitions that ultimately raise legal questions concerning the ownership of practical knowledge.

Since the 1980s and 1990s, managers have viewed intangible *savoir-faire* as a market and integral component of technology transfers [Arora, 1995; Teece, 1981, 1998]. In this financial context, it is clearly in companies’ and industries’ interest to identify and appraise workers’ *savoir-faire-s* in order to be able to count them as “company assets” [Teece, 1998]. For this reason, companies have methodically endeavored to protect “their” *savoir-faire*.⁵ At the same time, prompted by the notion as Intangible Cultural Heritage and other factors, institutions like museums⁶ have begun to explore how they can include professional gestures and *savoir-faire* in their policies to preserve, promote, and disseminate technical heritage. These initiatives have revived the sense of alarm expressed nearly seventy years ago by Claude Lévi-Strauss [1950] in his celebrated introduction to Marcel Mauss’ book, *Sociology and Anthropology*.

⁴https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/09/23/les-brevets-victimes-collaterales-de-la-guerre-entre-apple-et-samsung_4768064_3232.html.

⁵The example of the *Institut des Métiers d'Excellence* LVMH and the future *Maison* LVMH/Arts – Talents – Patrimoine that will move into the former *Musée des Arts et Traditions Populaires* are symptomatic of this policy.

⁶The new program of the British Museum, “Endangered Material Knowledge Program” initiated in June 2019, as well as the European program “Representation and Preservation of Heritage Crafts,” in partnership with the Cnam-*Musée des arts et métiers* are prime indications of these problematic developments.

Although the motivations behind these initiatives are varied and in some cases even opposed to each other, they are all intended to promote, capitalize on, and/or protect *savoir-faire* and technical gestures by transferring them from their functions as crucial aspects of daily artistic and professional life to the legal, economic, and patrimonial domains. In so doing, their tangible, material nature (of the body and of the objects involved) as well as their dynamics and the subjects and institutions in question are all profoundly transformed by these transfers and their resulting economic, political, ethical, and social outcomes.

Objectives of this Special Issue

Although raising questions about the ownership of *savoir-faire* and technical gestures is not novel, our purpose in this issue is not to criticize the disappearance of *savoir-faire* or of the technicality of the gestures of workers within Taylorized perspectives on labor, the focus of a specific strand of sociology of work. Nor is it our intention to defend an “emergency ethnology” propelled by a fixed conception of cultures and based more on safeguarding than on analysis [David Berliner, 2018]. On the contrary, this special issue of *Ethnologie Française* does not depart from an *a priori* position, but instead assumes that the prism of ownership will help redefine and restore *savoir-faire* and technical gestures, which have proven extremely resistant to earlier definitional efforts. To take a single example, a technical gesture is a facet of the organization of labor that is a key component in the complex, multidimensional relationships between participants, tools, materials, production sites, and systems of representation. As a result, as Michael Baxandall [1985: 13-14] has observed, “we cannot reconstruct the serial action, the thinking and manipulation that ended in [an artefact] with sufficient precision to explain it as an action. We address the finished deposit of an activity we are not in a position to narrate.” What remains, however, of gestures and *savoir-faire* after they have been transformed, at least statutorily, by being designated as either “intellectual” property or “intangible” heritage?

Is there not a risk, in considering *savoir-faire-s* independently of gestures, and of the agents who execute them as well as of the objects that support them, of associating them solely with an intangible dimension and thereby minimizing the importance of complex underlying strategies of invisibilization, dispossession, imposition, even programming, as well as the normalization and control of *savoir-faire*, technical gestures, and even of bodies?

Further, to what extent do such processes contribute to:

- Reifying, “*vitrinifier*” [display-windowing] [Hainard, 1984: 189] *savoir-faire* and technical gestures that are thus enduringly defined? In which case, what becomes of the “adaptative” and “innovative” functions of *savoir-faire*, as Denis Chevallier characterizes them [1991]?
- Reinforcing dualisms such as *savoir vs faire*, intellectual/manual, body/mind, or decision/execution? The English term for *savoir-faire* — know-how — seems to allow questions about the links between *savoir* [to know, knowing] and *faire* [to do or to make] to escape. *Savoir-faire* [know-hows] are not knowledges about doing; “know-hows” are different from knowledges, and also from doing or making, as well as something other than the combination between the sum of knowings and doings [Julien and Rosselin,

2009]. As a result, workers often describe their activity to researchers by referring to their job description or the prescribed work itself and do not articulate what it is that they specifically know-how-to-do (“*savent-faire*”).

- Legitimizing the appropriation of routine or professional gestures by large luxury conglomerates [Munz, 2016] or cultural industries?

- Causing the negotiating power and the loci of compromise of *savoir-faire* between workers and employers or the State to disappear [Paradeise, 1987: 45]?

And in view of this series of questions, to what extent does consideration of the question of ownership of *savoir-faire* and technical gestures in turn compel us to interrogate the ability to find new ways of doing things on the margins of institutions, and by so doing contribute to the emergence of new spaces and new actors?

Themes

We believe that the collective reflection on these questions in this issue will be enriched by multidisciplinary contributions based on specific cases that pursue one or several of the following research directions:

1. Descriptions and Analyses of Processes of Appropriation, from the preservation to the protection of *savoir-faire-s* and technical gestures. Designations as intellectual property via patents or intangible cultural heritage represent institutional examples. Contributions to the issue might nevertheless extend beyond such instances to question the ways in which the objects studied allow reflection on transfers of *savoir-faire-s* or technical gestures in situations in which the stakes include similar properties, with a particular focus on the actors involved.

What do intellectual property laws mean by “know-how”? What is it that museums preserve? Which technical gestures are likely to be designated as know-how that merits protection or preservation? In the case of museums seeking to link exhibited objects with their associated technical gestures, how should an implement, machine, or object be displayed in terms of the gestures from which it is indissociable? How should such gestures be represented? And how should the relevant gestures to a given implement be defined and delimited — only the gestures of those who operate an instrument or tool? Those who maintain it? Or should the gestures of those who correct, repair, and adjust it be included? Or those who manufacture the tool? And finally, how can the parasitic gestures that are effects of work but perhaps not directly related to the tool itself (gestures of rest, of annoyance, passion, power, or demonstration, etc.) be accounted for?

Which actors and institutions participate in the process of patrimonialization and appropriation? Who determines the criteria for possession? Who distinguishes between the know-how and technical gestures that merit patents or preservation from those that do not? According to what criteria are these decisions made? To what extent does uncovering the processes and actors of legitimation reveal power relations underlying legal and economic dimensions [Carenzo, 2018]?

Who owns a *savoir-faire*? And furthermore, who is recognized as “*sachant-faire*” [having know-how, knowing how]? Are craftsmen or companies the only actors who “*savent-faire*” (know how to do it) or “*y faire*” (know how to do to it), as the salt merchants’ observed

by Geneviève Delbos and Paul Jorion (1984/1990) phrased it? Do industry workers, office staff, teachers, researchers not also possess know-hows?

In the efficient gestures associated with cobots using exoskeletons or prostheses, who — or what — is it that “*sait-faire*” [has know-how, knows how to make/do]? Among supposedly “autonomous” objects or acts of robotic surgery, who owns the *savoir-faire*, and who is responsible in the event of incidents or accidents?

And finally, questions also arise concerning the true reach of ownership of *savoir-faire-s*. What is the scale of ownership? What is the proper unit to use to measure a know-how? Should we measure micro-technical gestures or routine gestures? And what of measuring the subjective sensoriality observed by numerous studies in social anthropology, history, and sociology or does it extend to collectives? To places? To “natural” environments?

2. As a counterpoint, on the margins of or implicit in officialized or legal processes, we are interested in studies that investigate the definitions used for *savoir-faire-s* and technical gestures and their legitimacy in a given time and place: **counterfeit, copy, prototype, collective patent, or the unspoken of fabrication** (as a silent echo of manufacturing secrets described for legal purposes) can also reveal, in the photographic sense, the economic, legal, patrimonial, political, and social stakes underlying the ownership of *savoir-faire*.

In an environment ruled by the rhetoric of digitization and virtualization, accompanied the promotion of a networked, decentralized and delocalizable industry 4.0 within a globalized economy, what becomes of sovereignty, and how do the geopolitical boundaries of *savoir-faire-s* become reconfigured? What is the role of the inevitable imitations and counterfeits [Bessy, Demil, and Pasche, 2015]? Of copies? Recycling? Or prototypes, which exist in a legal gray or black area and can be considered as sites of resistance or the emergence of new practices, as revealed by attempts to file collective patents or rebuild *savoir-faire-s*? Prototypes are a particularly compelling case that involves two meanings — a “draft prototype” before it attains perfection, and a “model prototype,” a pattern to be reproduced. Both meanings incorporate the idea that *savoir-faire-s* are dynamic because of “their impossible immobility and necessary anchoring in a tradition” [Adell, in press].

Similarly, the unspoken aspects of fabrication (tacit and implicit) compel us to reflect on what escapes and what cannot — or does not want to be — protected or subjected to dispossession.

3. More generally, we anticipate that contributions to this special issue will analyze the consequences of *savoir-faire* and technical gestures for both the activities that they exclude and for new, transferred activities. How does an emphasis on certain *savoir-faire-s*, to the detriment of others (through their legal definitions, centrality in practices, or patrimonial prominence), contribute to the normalization of gestures, even reinforcing prescribed gestures and the transformation of some individuals’ *savoir-faire* into others’ “*devoir-faire*” [must-do]? And, inversely, how do these factors and phenomena contribute to the stigmatization of “*savoir-pas-faire*” [not-knowing-how-to-do]?

What are the consequences of “protection” for *savoir-faire* or technical gestures? By becoming property, how does *savoir-faire* relate to the transmitted “gesture”? Is it codified? Is it transferrable to other contexts? Can informal *savoir-faire*, implicit knowledge, or “*savoir-taire*” [knowing-how-to-keep-quiet] [Zempléni, 1996] be maintained amid procedures that rigidly fix *savoir-faire* or technical gestures (via video or digitization, for example)? How can

this “*something*” be reduced to a few gestures and postures? And, once *savoir-faire* or technical gestures are stabilized, what is the impact of this reductionism on **transmission** between peers or via schooling? Or in the case of (public or private) **training** delivered by professionals, to whom does that which is transmitted actually belong? To the institution? To professors? To the student?

We anticipate that article proposals for this issue will be primarily based on empirical sources in technical fields and technologies, as well as from daily life, work, training, education, museums, health, and industry, “here or elsewhere.” We also expect that the authors will address the processual and historical dimensions of their topics. Grounded in specific case study, the proposed articles should clearly demonstrate and document their various arguments. The factors pre-identified by the co-editors range from ethical, legal, patrimonial, social, and politico-economic considerations to questions about the privatization of gestures, the commodification of *savoir-faire-s*/know-hows, and the appropriation and reification of bodies, as well as the implications of these processes for (un)equal access and the normalization and control of practices, gestures, and bodies.

Calendar

Proposals, in French or English, (including titles, 700 to 1000 words abstracts, and bibliographic references,) must be received by **April 30, 2020**. They should describe the principal lines of inquiry and argument and sources and materials (such as studies and/or archives), and they should be accompanied by brief biographical and bibliographic sketches of the author.

Proposals should be sent to the proposal coordinators, Arnaud Dubois (arnaud64.dubois@gmail.com) and Céline Rosselin-Bareille (celine.rosselin@univ-orleans.fr), who will contact the authors of accepted proposals during **June 2020**.

Final versions (Approx. 7,000 -10,000 words including notes and bibliography) must be received by **December 15, 2020**. Publication of this issue of *Ethnologie Française* is scheduled for **January 2022**.

The should be formatted according to the guidelines in the note to authors on the journal website: <http://www.ethnologie-francaise.fr/en/proposing-an-article/>

References

- Adell Nicolas, in press, “Gestes techniques et savoir-faire,” in *Prototypes*, Paris: CNAM.
- Arora Ashish, 1995, “Licensing Tacit Knowledge: Intellectual Property Rights And The Market For Know-How,” *Journal Economics of Innovation and New Technology*, 4(1).
- Baxandall Michael, 1985, *Patterns of Intention: On the historical explanation of pictures*, New Haven: Yale University Press.
- Berliner David, 2018, *Perdre sa culture*, Brussels: Zones Sensibles.
- Bessy Christian, Demil Benoît, and Pasche Jean-Daniel, 2015, “Imitation et mondialisation à l’épreuve de Sisyphe,” compiled by Nadège Sougy, *Entreprises et histoire*, 78(1): 115-129.

- Carenzo Sebastian, 2018, "Invisibilized creativity: Sociogenesis of an "innovation" process developed by cartoneros for post-consumption waste recycling," *International Journal of Engineering, Social Justice, and Peace*, 5(1-2): 30-49.
<https://doi.org/10.24908/ijesjp.v5i1-2.8016>.
- Chevallier Denis, 1991, "Des savoirs efficaces," *Terrain*, 16: 5-11.
- Delbos Geneviève et Jorion Paul, 1990 [1984], *La transmission des savoirs*, Paris: MSH.
- Hainard Jacques, 1984, "La revanche du conservateur," Jacques Hainard and Roland Kaehr (Eds.), *Objets prétextes, objets manipulés*, Neuchâtel: Musée d'ethnographie: 183-191.
- Julien Marie-Pierre and Rosselin Céline, 2009, *Le sujet contre les objets... tout contre*, Paris: Editions du CTHS.
- Lévi-Strauss Claude, 1950, "Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss " in Marcel Marcel, *Sociologie et anthropologie*, Paris: Presses universitaires de France, "Quadriges": IX-LII.
- May Christopher, 2002, "Venise: aux origines de la propriété intellectuelle," *L'Économie politique*, 14(2): 6-21.
- Munz Hervé, 2016, *La transmission en jeu. Apprendre, pratiquer, patrimonialiser l'horlogerie en Suisse*, Neuchâtel: Éditions Alphil/Presses universitaires suisses.
- Paradeise Catherine, 1987, "Des savoirs aux compétences: qualification et régulation des marchés du travail," *Sociologie du travail*, 1: 35-46.
- Teece David. J., 1981, "The Market for Know-How and the Efficient International Transfer of Technology," *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 458(1): 81-96.
- Teece David. J., 1998, "Capturing Value from Knowledge Assets: The New Economy, Markets for Know-How, and Intangible Assets," *California Management Review*, 40(3): 55-79.
- Zempleni Andras, 1996, "Savoir taire: du secret et de l'intrusion ethnologique dans la vie des autres," *Gradhiva*, 20: 23-43.